



La Révolution d'octobre et ses effets cent ans plus tard

Par [Yakov Rabkin](#)

Mondialisation.ca, 17 juillet 2017

[ALAI](#)

Région : [Russie et CEI](#)

Thème: [Économie](#), [Histoire](#), [société et culture](#)

La Révolution d'octobre visait à renforcer la justice sociale au sein du « premier pays du socialisme » mais, ce qui n'est guère moins important, également ailleurs dans le monde. La révolution se voulait mondiale et même si elle s'est cantonnée à seule l'URSS, ses effets avaient néanmoins une envergure mondiale. Le démantèlement de l'Union soviétique en décembre 1991 a également eu des conséquences d'ordre global, tant en termes des relations internationales qu'en ceux de la justice sociale.

La Révolution d'octobre et ses conséquences à l'interne

Les écarts béants entre les riches et les pauvres caractérisaient la Russie depuis des siècles. Avant l'abolition du servage par Alexandre II en 1861 les serfs constituaient la grande majorité de la population russe de l'empire. Le servage était un système paternaliste qui maintenait une certaine responsabilité tant des propriétaires par rapport aux serfs qu'entre les serfs eux-mêmes. Malgré l'abolition de ce système les valeurs collectivistes, égalitaristes et communautaires restaient bien implantées dans les mentalités. Ce sont ces valeurs qui viendront à dominer la société issue de la Révolution d'octobre.

Cette révolution renverse l'ordre social. Les classes dirigeantes et aisées au sein de l'ancien régime perdent leur propriété et leur statut. Les ouvriers et les paysans acquièrent une place importante dans l'idéologie et l'ordre social soviétiques même si leurs conditions de vie restent modestes, voire difficiles. Mais les écarts en termes de revenu se réduisent drastiquement en même temps que l'argent perd en grande partie son rôle de régulateur social.

C'est plutôt l'éducation qui devient un moyen important d'ascendance sociale. Une campagne massive d'alphabétisation ainsi que les facultés d'ouvriers attachées aux instituts d'enseignement supérieur réussissent à répandre les idées des Lumières dans les couches de population les plus humbles. La propagande de la science devient omniprésente et le jeune État soviétique met en place un réseau étendu d'instituts de recherche.

Un autre aspect important des transformations sociales est le statut de la femme. Elles acquièrent les droits politiques et économiques, l'égalité des sexes devenant un principe idéologique et un idéal. On songe à « libérer la femme de la cuisine » et élabore des plans ambitieux de « fabriques-cuisines » collectives. Les femmes intègrent massivement les professions et, avec le temps, deviennent majoritaires dans certaines entre elles, par exemple, parmi les médecins. L'État crée un système étendu de crèches et de jardins d'enfants qui permettent ce genre de transformations sociales.

Une vaste campagne de modernisation englobe le pays en entier. La propagande soviétique atteint les recoins les plus éloignés, y compris l'Asie centrale où l'ordre patriarcal est systématiquement visé. On brûle publiquement le tchador, encourage les femmes d'étudier et à défier l'autoritarisme masculin. Cette campagne de modernisation ne passe pas sans violence : plusieurs femmes sont assassinées par leurs maris, pères et frères qui se sentent désabusés et désorientés.

Le coût humain de l'expérience soviétique n'est pas négligeable. Des millions périssent sur les fronts de la Guerre civile (1918-1921) que déclenche la Révolution d'octobre, d'autres encore dans les campagnes dévastées par la collectivisation forcée du début des années 1930, et la répression politique fait partie du modus operandi de l'État stalinien (1928-1953) qui organise un vaste réseau concentrationnaire (le Goulag). La modernisation de l'économie s'accomplit souvent par des moyens clairement prémodernes, notamment par le recours aux travaux forcés des prisonniers. Mais, à la différence de la société nazie qui tente à recréer la pureté originelle de « la race allemande », ce qui reste constant tout au long de l'histoire soviétique est l'objectif de mettre en place une société plus juste et orientée vers l'avenir.

Justice sociale et socialisme

Les idées de justice sociale n'émergent pas qu'avec le socialisme. La Bible hébraïque contient des obligations claires envers les pauvres et vise à contrecarrer la concentration de la richesse par des mesures compensatoires régulières. Mais c'est avec l'avènement du socialisme au 19^e siècle que la justice sociale devient un enjeu politique. La première mondialisation (1870-1914) est une époque de formation de très grandes entreprises et d'hypertrophie financière (« The Gilded Age » aux États-Unis). En Europe et dans les Amériques, la richesse est concentrée entre quelques mains et des dizaines de millions de personnes sont plongées dans la misère au cours de la Grande Dépression (1873-1896), suscitant des protestations sociales, l'intensification de la lutte des classes et la diffusion des idées de justice sociale.

Les partis socialistes foisonnent en réaction à l'exploitation capitaliste naturellement débridée et leur poids fait fléchir les dirigeants les plus intransigeants. Dans la décennie 1870, le chancelier allemand Otto von Bismarck, ne réussissant pas à éliminer les idées et les organisations socialistes par la répression, décide de les combattre par la cooptation réformiste de la classe ouvrière. C'est ainsi que le « chancelier de fer » introduit des mesures de protection sociale (assurance maladie (1883), accidents de travail (1884), vieillesse et invalidité (1889). Il améliore ainsi les conditions de vie du prolétariat ouvrier et ces mesures constituent le point de départ de l'intervention de l'État dans l'économie pour la défense du capital industriel et du travail salarié.

En 1891, le pape Léon XIII publie l'encyclique *Rerum Novarum* qui établit la « doctrine sociale de l'Église », ou le « bien commun », fondée sur la défense du travail salarié dans le cadre du régime capitaliste industriel.

La tâche d'enrayer l'influence socialiste devient encore plus brûlante suite à la Révolution d'octobre. Le projet de société mis en avant par les bolchéviques attire l'admiration et l'envi des prolétaires du monde entier. Le renversement de la classe dirigeante montre que les capitalistes ne sont point invincibles et que les ouvriers sont capables d'assumer la direction d'un pays important. Le mouvement socialiste se renforce, tout en étant souvent scindé entre les social-démocrates et les communistes. Les mesures sociales que l'URSS adopte

font de ce pays, comme le prône la propagande soviétique, un phare pour tous ceux qui cherchent la justice sociale.

La popularité de l'Union soviétique est décuplée par sa victoire contre le nazisme. Après 1945, souffle sur le monde un vent progressiste que ne peuvent arrêter les milieux conservateurs. L'URSS, méprisée ou honnie avant la guerre, devient un rival systémique, couronné du statut de «superpuissance».

Mais même avant, lorsque les troupes soviétiques entrent dans les pays européens, les cercles dirigeants des Etats-Unis se préoccupent de la « contamination communiste ». Dans son discours au peuple américain (*State of the Union Address*) en janvier 1944, le président Roosevelt propose de garantir le droit à l'éducation et au logement, au soins de santé et à l'emploi décent. Dans les contexte américain le caractère révolutionnaire de ces propositions est à tel point évident qu'elles acquièrent le titre *Second Bill of Rights*. Roosevelt cherche avant tout à sauver le système capitaliste face à la menaçante popularité de la gauche socialiste (voir l'épigraphe ci-haut).

Les trente glorieuses reflètent également cette préoccupation. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, les politiques qui, dans les pays capitalistes avancés, vont permettre d'établir et de consolider l'ère de l'État-providence, acquièrent un caractère transnational. Ces mesures sociales – conventions collectives sur les salaires et les conditions de travail, la sécurité de l'emploi, régimes de retraite, etc. – constituent une action défensive contre l'alternative représentée par l'URSS et les pays d'Europe de l'Est. L'Union européenne devient ainsi « l'Europe sociale ».

Malgré les dépenses qu'occasionne la course aux armements, l'URSS est en mesure d'assurer à sa population une amélioration du niveau de vie, tout en maintenant un degré de justice sociale. Son système politique, économique et social est érigé en modèle concurrent de celui de l'Occident. Après le démantèlement de l'Union soviétique, plusieurs leaders, dont M. Thatcher, connue par son maxime « There is no alternative », ont reconnu que l'Occident se méfiait moins de la puissance militaire soviétique que de la vitalité de son potentiel social, intellectuel et artistique.

Démodernisation en marche

Au tournant du XXI^e siècle, le démantèlement de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) met en relief un phénomène important: une démodernisation massive des sociétés au sein des anciennes républiques soviétiques, c'est-à-dire la dégradation des conditions matérielles et culturelles dans une société moderne et le retour à des formes de vie plus anciennes et primitives, accompagnés d'une montée de plusieurs types d'irrationalité et de « la régression de la pensée et de l'organisation sociale ».

En ex-URSS, la démodernisation serait « la pire dévastation sociale et économique jamais subie par un pays moderne en temps de paix ». Sans doute le recul le plus significatif de la période post-soviétique est observé dans la confiance en la justice distributive, qui tend à réduire les écarts socio-économiques. Cette confiance est traditionnellement considérée comme essentielle pour la modernisation. Le nombre de pauvres en URSS et dans les États qui en faisaient partie décuple entre 1989 et 1999, passant de 14 à 147 millions, et des tendances similaires s'observent dans la plupart des pays pris dans la logique de la mondialisation.

Selon le soviétologue S. Cohen, « la désintégration économique et sociale de la nation a été si aiguë qu'elle a entraîné une démodernisation unique et sans précédent au XXe siècle ». La détérioration rapide est observée selon plusieurs indices du développement humain : l'éducation, la santé publique, la recherche, la culture, des domaines dans lesquels l'URSS se plaçait parmi les pays développés. Par ailleurs, la démodernisation n'est ni une affaire russe ni limitée aux confins de l'ancienne superpuissance socialiste. Elle serait plutôt un effet du retour du capitalisme à son état naturel débridé.

L'ensemble de ces mesures conduit à inverser la trajectoire de modernisation. Il y a un demi-siècle, les pays occidentaux mobilisaient la productivité et la technologie de la révolution industrielle pour élever le niveau de vie. Ils recouraient à la redistribution des fruits de la croissance et à la fiscalité progressive pour réaliser une plus juste répartition des richesses et tendre vers des sociétés plus égalitaires. Aujourd'hui, la politique économique fait concentrer la richesse au sommet de la pyramide sociale et, malgré la rhétorique du « trickledown effect », fait baisser la part du revenu des travailleurs. La Russie postsoviétique, où le virage néolibéral a été particulièrement vertigineux, attire actuellement quelques grandes fortunes - le cas le plus médiatisé est celui de Gérard Depardieu - par le taux invariable de l'impôt sur le revenu, en l'occurrence 13 % pour tous.

Le démembrement de l'URSS ouvre la voie à la mondialisation du modèle néolibéral. Au début des années 1980, les pays occidentaux, aux prises avec une inflation élevée, font monter brutalement les taux d'intérêt, plongeant le monde dans une profonde recession qui met définitivement fin aux Trente Glorieuses et à la « société de consommation » qui reposait sur elles. C'est dans ce contexte qu'est lancé l'assaut contre les acquis sociaux, lequel est toujours en cours.

La disparition de l'URSS et, par conséquent, d'une voie alternative de développement social et économique, aurait eu un effet démodernisant sur les populations d'autres pays. N'ayant plus « la menace rouge » à craindre, on a plus besoin de programmes sociaux sur lesquelles est basé l'État-providence. On est en train de subir des reculs fondamentaux, et pas seulement dans les pays touchés par les politiques d'austérité fiscale. Or, en l'absence de contre-modèles viables, dont celui du socialisme, les réactions à ces politiques ont pris un caractère d'indignation largement apolitique. Les efforts pour réhabiliter le libéralisme capitaliste, souvent associés au « Powell Memo », constituent une panoplie de mesures idéologiques, y compris la formation d'intellectuels, la mise en place de centres de réflexion néolibérale et un travail assidu auprès des médias durant quelques décennies. Les acquis sociaux de la Révolution d'octobre sont balayés en ex-URSS très vite, au bout de quelques années seulement. L'espace post-soviétique devient ainsi le présage et l'avant-garde de la contre-révolution néo-libérale qui bouleverse les pays occidentaux.

Yakov M Rabkin

Source de la photo : http://wikirouge.net/Révolution_d%27Octobre

Yakov M Rabkin : Professeur titulaire, Département d'histoire, Université de Montréal, Montréal, Québec, Canada

La source originale de cet article est [ALAI](#)

Copyright © [Yakov Rabkin](#), [ALAI](#), 2017

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca